Conseil général

Impôts ou économies les élus devront choisir

QUATRE HEURES de discussions. La séance extraordinaire du conseil général a donné lieu à des échanges nourris hier matin lors de la présentation de l'audit des finances de la Seine-Saint-Denis par le consultant financier Michel Klopfer. Le document met ainsi en lumière que 97 % des 808 M€ de dette du département reposent sur des emprunts structurés, donc à risques. D'après le rapport, les élus n'ont que deux options : faire 52 M€ d'économies ou bien augmenter les impôts d'au moins 12 %. « La Seine-Saint-Denis est le département qui a le challenge le plus difficile à surmonter », avance même Michel Klopfer.

A l'issue de la présentation, les débats n'ont guère été tendres entre d'un côté les socialistes qui, depuis le début, tentent de se démarquer de la gestion de l'équipe précédente pilotée par Hervé Bramy, à laquelle ils appartenaient pourtant. Et de l'autre, les communistes assument leurs choix « qui ont permis d'économiser 30 M€ en intérêts d'emprunts », selon Jean-Jacques Karman. Face à eux, la droite renvoie dos à dos l'« ancienne majorité socialo-communiste ».

BOBIGNY, HIER. *Michel Klopfer (à droite), au côté de Claude Bartolone, président du conseil général, expose l'audit effectué sur les finances du département.* (LP/M.C.)

« C'est un choix cornélien »

L'UMP Jacques Chaussat lance l'offensive, clamant qu'il est « hors de question d'augmenter à nouveau les impôts. Le Séquano-Dionysien a suffisamment donné et c'est bien votre gestion qui est en cause ». Vincent Capo-Canellas, du Nouveau Centre, va plus loin et accuse Claude Bartolone d'avoir « savamment orchestré » une campagne médiatique contre les emprunts toxiques « afin de justifier une hausse des impôts pour se donner de l'air le reste du mandat ».

Le maire du Bourget demande par ailleurs la saisine de la cour régionale des comptes pour qu'elle se penche sur les finances du 93. Côté communistes, Claude Laporte, lui aussi hostile à une augmentation de la fiscalité, s'interroge sur les économies annoncées. « Oui, nous avons 100 centres de protection maternelle et infantile (PMI) dans le 93, faut-il revenir en arrière ? » s'alarme-t-il, soulignant que 40 % de la dette « sont constitués de transferts de charges de l'Etat vers le département qui n'ont pas été compensés ». Gilbert Roger (PS) soutient que le département maintiendra ses investissements « dans l'éducation et l'aménagement du territoire ». « Nous avons lancé notre travail d'économies au sein des services, on peut douter qu'il soit suffisant sans avoir à utiliser d'autres leviers, comme le levier fiscal », glisse Daniel Guiraud, vice-président (PS) en charge des finances.

Le président du conseil général résume : « Diminuer les services rendus ou augmenter les impôts, c'est un choix cornélien. » Le socialiste a jusqu'à janvier pour trancher. Décidément compliqué, le débat d'orientation budgétaire, initialement prévu le 18 décembre, a finalement été repoussé d'un mois.

MARJORIE CORCIER

■ **Claude Bartolone** a proposé hier de désigner un cabinet d'avocats afin qu'il examine les 44 contrats signés par le conseil général avec les banques ces dernières années et voir si un recours juridique est possible contre les banquiers pour faire annuler les emprunts les plus risqués.

Pas de prêts toxiques à l'office public de l'habitat

A L'OCCASION de la séance extraordinaire du conseil général hier, le conseiller socialiste et président de l'office public de l'habitat (OPH 93), Bertrand Kern, a annoncé qu'« aucun prêt toxique » n'avait été contracté par l'office HLM. « La dette de 170 M€ de l'OPH repose sur 30 % de taux fixes et 70 % de taux indexés sur le livret A, donc non toxiques », a souligné le maire de Pantin, qui a refusé « en 2005 et 2006 des produits très intéressants mais dangereux, proposés par Dexia ».

M.C.

VIVRE EN SEINE-SAINT-DENIS

AULNAY-SOUS-BOIS

Toujours pas de cours au collège Neruda

LES ENSEIGNANTS du collège Pablo-Neruda d'Aulnay-sous-Bois feront de nouveau valoir leur droit de retrait ce matin. Ils ont stoppé les cours hier pour protester contre le climat d'insécurité aux abords de cet établissement de la cité du Gros-Saule. Voilà plusieurs semaines en effet que des tensions entre des jeunes du Gros-Saule et des Mille-Mille perturbent la vie du collège, causant bagarres, menaces contre des élèves et intrusions.

LE BLANC-MESNIL

Une zone bleue rue Pierre-et-Marie-Curie

UNE ZONE BLEUE (zone de stationnement réglementé non payant et limité dans la durée) va être mise en place à compter du 5 janvier dans la rue Pierre-et-Marie-Curie. Les automobilistes, à qui les commerçants remettront les disques, devront, sous peine d'amende, ne pas stationner plus d'une heure et demie, du mardi au samedi entre 9 heures et midi et entre 14 heures et 19 heures. C'est l'aboutissement d'une réflexion engagée il y a un an par l'Association des commerçants du centre-ville avec l'appui de la municipalité. Son objectif est de fluidifier la circulation en centre-ville pour permettre à un plus grand nombre de clients de se rendre dans les commerces. Un premier bilan sera effectué dans six mois afin d'évaluer le dispositif.

VOS CONTACTS le Parisien

Edition de Seine-Saint-Denis, 25, avenue Michelet, 93408 Saint-Ouen Cedex, Tél. 01.40.10.30.30. Fax 01.40.10.35.43

Secrétariat : Chantal Ducastel 01.40.10.31.50.
Rédaction : Blandine Seigle *(responsable d'édition)* 33.91, Julien Duffé *(adjoint)* 32.22.
Loisirs en Ile-de-France : Renaud Baronian, 30.98.
Sports : Stéphane Corby 40.67, Thierry Raynal 35.82 *(responsables).*
Abonnements : 0 825 003 002 (0,150 € TTC/mn)
Publicité : Laurent Bietho 01.40.10.53.36.
Petites annonces emploi: Irène Fernandes 01.40.10.52.41 (fax 60.41). **Carnet :** Christiane Nouygues 01.40.10.52.45 (fax 52.35).
Annonces légales : 01.40.10.51.51 (fax 51.81).

edition93@leparisien.presse.fr
Tél. de nuit (20 h 30 - 1 h) : 01.40.10.34.58